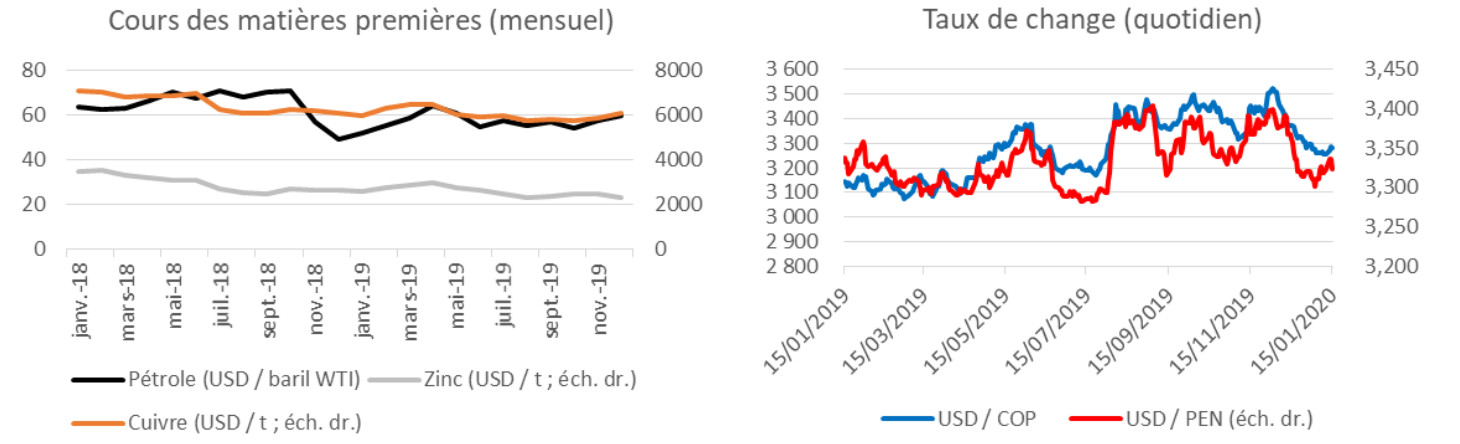




Région **2019 – Population : 138 M** **PIB : 785 Mds USD**



Réflexion sur un rapprochement des bourses de Bogota, Lima et Santiago.

Les trois places de marché ont annoncé avoir mis en place des comités en vue de réfléchir à une intégration de leurs infrastructures et de leurs services. Ces trois bourses demeurent en effet chacune de taille modeste à l'échelle du continent.

Bourse	Capitalisation actions (MUSD)	Sociétés cotées	Volumes négociés (MUSD)
Bogota	120.701	68	13.076
Lima	93.991	211	3.328
Santiago	185.533	282	36.016
Mexico	394.026	144	90.029
Sao Paulo	1.062.172	325	969.195

Source : World Federation of Exchanges, chiffres à fin novembre 2019

Le chiffre de la semaine **Revenus des producteurs de café colombiens en 2019**

2 Mds EUR

Il s'agit des deuxièmes revenus les plus importants de l'histoire, après les 7.500 Mds COP (2,1 Mds EUR) enregistrés en 2017. Ce niveau est attribuable tant à la production (14,8 M de sacs de 60 kgs, la plus élevée depuis 27 ans, dont 13,7 M exportés) qu'aux cours du dollar, malgré un cours du café particulièrement bas au premier semestre (moins de 1 USD par livre, contre 1,20 USD durant la saison cafetière, entre septembre et novembre).

Bolivie **2019 – Population : 12 M** **PIB : 42 Mds USD**

Le gouvernement annonce que les négociations pour les hausses salariales seront désormais tripartites.

Le patronat, exclu des négociations depuis 2012 à la demande de la Centrale Ouvrière Bolivienne, a salué ces déclarations mais attend davantage de détails. La COB n'a pas encore formulé sa proposition de hausse salariale pour 2020, mais les représentants des travailleurs miniers, manufacturiers et des enseignants ont déjà exprimé des attentes comprises entre 5% et 33% (dans l'enseignement).

Colombie **2019 – Population : 48 M** **PIB : 328 Mds USD**

Hausse de 9,3% des recettes fiscales en 2019.

La DIAN a collecté 157.870 Mds COP (43,4 Mds EUR, soit 15% du PIB) l'année dernière, atteignant 100,6% de ses objectifs pour l'année. La dynamique a été particulièrement forte pour les recettes fiscales issues du commerce extérieur, avec une hausse de 14% (à 26.310 Mds COP).

Remises des travailleurs à l'étranger record en 2019.

Les Colombiens à l'extérieur ont envoyé à leurs familles plus de 8,2 Mds USD l'année dernière, en progression de 17,2% sur un an (et 7% de plus que le niveau attendu dans le Cadre fiscal de moyen terme). Les analystes attribuent cette performance à la baisse du chômage pour les travailleurs hispaniques aux Etats-Unis ainsi qu'à la hausse des salaires dans ce pays.

La SFI octroie un prêt subordonné de 335 MUSD à Banco Davivienda.

Les fonds serviront au financement de PME tenues par des femmes, de logements sociaux et de projets de construction écologiquement responsables. Il s'agit du premier instrument aux normes de Bâle III pour Davivienda.

Baisse de la capacité des barrages hydroélectriques suite à une année particulièrement chaude.

Le niveau de l'eau dans les barrages hydroélectriques colombiens connaît un niveau inhabituellement bas de 62% de leur capacité (-7 points au cours des deux derniers mois), du fait de températures élevées sur l'ensemble du territoire qui ont fait subir un stress hydrique au pays. Cette tendance devrait se poursuivre en février et mars. Les centrales thermiques vont dès lors compenser cette moindre production d'électricité, en attendant la saison des pluies.

Uber quittera le marché colombien le 1^{er} février.

L'application de transports, que la Superintendance de l'industrie et du commerce avait reconnue coupable de concurrence déloyale suite à la dénonciation d'un opérateur de services téléphoniques pour taxis (avec obligation de cesser ses activités à compter de fin janvier), avait dans un premier temps envisagé de faire appel de cette décision, puis d'invoquer le traité de libre-échange Colombie / Etats-Unis. Uber compte 2 M de clients en Colombie, pour 88.000 conducteurs affiliés et 300 M de déplacement enregistrés depuis son arrivée en Colombie il y a six ans. Cette annonce intervient le même jour que celle du retrait de Colombie de Lime, l'un des principaux opérateurs de trottinettes électriques partagées, pour cause de non-rentabilité (décision affectant également Lima, Rio et Montevideo notamment). Pour mémoire, Phillip Morris et Mars avaient également renoncé à leurs activités de production en Colombie l'année dernière par manque de rentabilité.

Equateur

2019 – Population : 17 M

PIB : 108 Mds USD

Odebrecht attaque en justice l'Etat équatorien.

Cette action intervient suite à la notification par Petroecuador de la fin unilatérale du contrat (pour malfaçons) pour la construction du pipeline Pascuales Cuenca. Odebrecht réclame à l'Etat 184 MUSD au titre de factures impayées alors que l'Etat équatorien réclame à l'entreprise brésilienne le remboursement d'au moins 33 MUSD au titre de sommes versées de manière illégale en plus des surcoûts identifiés et malfaçons.

Pérou

2019 – Population : 32 M

PIB : 229 Mds USD

Le MEF décide de reporter à 2024 la réduction à 1% du déficit budgétaire.

Ce report élargit les marges de manœuvre de l'Etat pour investir en infrastructures, le Pérou devant investir 110 Mds USD sur les 20 prochaines années pour répondre à ses besoins de base. Cette mesure est cohérente avec les préconisations de la mission récente du FMI au Pérou, estimant qu'elle ne porterait pas atteinte aux fondamentaux macroéconomiques du Pérou et que le maintien de l'objectif pour 2021 risquait de freiner dangereusement l'investissement public. En 2018 et 2019, le Pérou a affiché des déficits inférieurs aux objectifs (en partie à cause de la faible exécution de l'investissement public), lui donnant de la marge pour cette modulation. Désormais le nouveau chronogramme de réduction du déficit budgétaire est de 2% pour 2020 ; 1,8% pour 2021 ; 2,6% pour 2022 ; 1,3% pour 2023 et 1% pour 2024.

Venezuela

2019 – Population : 28 M

PIB : 70 Mds USD

Les Etats-Unis inscrivent sept députés, dont Luis Parra, sur la liste des personnalités sanctionnées.

L'administration américaine accuse Luis Parra et six autres députés dissidents d'avoir tenté, le 5 janvier dernier, de prendre le contrôle l'Assemblée nationale de manière illégale en empêchant la réélection de Juan Guaido à la présidence de l'institution. Par ailleurs, des civils armés « *colectivos* » ont empêché Juan Guaido et les députés de l'opposition d'accéder au Parlement, obligeant à délocaliser la séance dans la ville voisine d'*El Hatillo*.

La production pétrolière se stabilise en décembre 2019.

L'OPEP estime la production à 714.000 b/j en décembre 2019, contre 717.000 b/j le mois précédent. Elle atteindrait 907.000 b/j selon les sources officielles. Cette stabilisation relative de la production s'accompagne d'une hausse du prix de référence du brut vénézuélien (*Meruy*) de 15% sur un mois, pour avoisiner 50 USD le baril. Par ailleurs, selon Argus Media, les exportations s'élèveraient à 730.000 b/j durant les deux premières semaines de janvier.

L'inflation mensuelle s'élève à 33,1% en décembre 2019.

L'inflation annuelle s'élève à 7.374% en 2019, soit une progression inférieure aux prévisions des économistes privés (comprises entre 11.000 et 12.000%) et à celles du FMI (200.000%). La baisse des tensions inflationnistes s'explique notamment par le durcissement de la politique monétaire (taux de réserves obligatoires atteignant 100%, restrictions des crédits bancaires) et la dollarisation de l'économie.

Exprimé en bolivar, le revenu minimum augmente de 50%.

Le salaire minimum passe à 250.000 VES (3,7 USD) et le ticket restaurant à 200.000 VES (2,9 USD). L'allocation retraite représente un peu moins de 4 USD. Le salaire minimum reste bien inférieur au panier alimentaire de base, dont le coût est évalué entre 200 et 300 USD en décembre.

Dossier du mois

Les dépenses sociales des gouvernements

Les récents mouvements de mécontentements exprimés en Amérique du Sud affichent des motivations diverses, mais la question des dépenses sociales (dans leur montant comme dans leur ciblage) apparaît comme un thème récurrent.

En **Bolivie**, la mise en place en 2019 du Système Unique de Santé, qui couvrira les 51% de la population qui ne disposent pas d'une assurance santé, a nécessité une hausse du budget santé de 235 MUSD. L'État bolivien finance par ailleurs trois programmes sociaux emblématiques : « *Renta Dignidad* » (pensions), « *Bono Juancito Pinto* » (transfert conditionné aux femmes enceintes) et « *Bono Juana Azurduy* » (transfert conditionné pour enfants en âge scolaire) qui ont bénéficié d'un budget de 680,4 M USD en 2019 pour plus de 6 M de bénéficiaires. Le PLF 2020 a prévu 842 MUSD pour ces trois programmes soit une hausse de 25%.

En **Colombie**, la revalorisation récente des budgets de la santé et de l'éducation n'a pas empêché une forte contestation sociale d'émerger en fin d'année. Le comité de la grève nationale a présenté une liste de 104 revendications, dont une grande partie concerne la protection sociale. Aucun accord n'a encore été trouvé, mais le gouvernement devrait proposer des options d'ici au 15 mars prochain.

En **Equateur**, le plan « *Toda una vida* » s'adresse aux populations les plus défavorisées (services de santé, logement et éducation) dans un contexte budgétaire tendu. Un ciblage des subventions sociales (5,4 Mds USD en 2020 dont 36% en combustibles, 39% pour la sécurité sociale et le solde en services de base) est souhaité par le gouvernement, au risque de déclencher de nouvelles mobilisations sociales.

Le **Guyana** a déclaré la période 2020-2029 la « décennie du développement ». Un plan d'action sera prochainement présenté pour améliorer la qualité de l'éducation, de la santé ainsi que des infrastructures d'énergie, de transports et de communication. Par ailleurs, des fonds souverains, régis par les principes de Santiago, ont été créés, destinés au développement économique, à la protection sociale (fonds intergénérationnel) et à la préservation de l'environnement, pour s'assurer que les ressources engendrées par l'extraction pétrolière, entamée en ce début 2020, bénéficie à l'ensemble de la population.

Au **Pérou**, l'année 2020 sera marquée par l'extension à toute la population de l'Assurance santé (4 M de nouveaux affiliés) et des hausses sensibles des cotisations patronales à l'Assurance Sociale (48 M USD de revenus permanents supplémentaires). Les principales dépenses de protection sociale sont le Programme d'Alimentation Scolaire - « *Qali Warma* » (445 M USD en 2019), les pensions non-contributives - « *Pensión 65* » (258 M USD) et les transferts conditionnés - « *Juntos* » (233 M USD), globalement en baisse en 2019.

Au **Suriname**, pour lutter contre la pauvreté, une nouvelle loi a été adoptée pour revaloriser le salaire minimum et l'étendre à l'ensemble de la population salariée. Auparavant, seuls les fonctionnaires étaient concernés par un salaire minimum, là où des accords de branche étaient en vigueur dans le secteur privé.

Au **Venezuela**, les « Missions sociales » devant à l'origine offrir des services gratuits aux plus défavorisés ont été remplacées par des transferts directs (alimentaires et financiers) essentiellement distribués sur un critère politique. Les primes sociales extrabudgétaires représenteraient 3,7 fois le budget de l'Etat en 2019. Avec les paniers alimentaires (Clap), les dépenses sociales s'élèveraient à 11,6% du PIB, soit un niveau supérieur au budget adopté par l'Assemblée nationale constituante pour 2020 (estimé à 9% du PIB). Incapable de compenser la faiblesse du revenu minimum (équivalent à 7 USD alors que le coût du panier alimentaire était compris entre 200 et 300 USD en décembre 2019), les filets sociaux, mal calibrés, n'empêchent pas la paupérisation de la population et l'émigration économique.

Pays / région	Dépenses sociales (% PIB)	Dont protection sociale (% du total)	Dont éducation (% du total)	Dont santé (% du total)	Solde (% du total)
Bolivie	12,7	35%	43%	15%	7%
Colombie	12,6	43%	27%	25%	5%
Equateur	9,0	15%	52%	30%	3%
Guyana	12,5	18%	42%	31%	9%
Pérou	11,1	23%	35%	22%	20%
Amérique du Sud	13,2	46%	29%	14%	11%
Argentine	13,5	81%	10%	6%	3%
Brésil	17,7	73%	13%	12%	2%
Chili	16,4	35%	32%	30%	3%
Mexique	8,7	39%	36%	11%	14%

Source : Panorama social 2019 de la Cepal (données non-disponibles pour le Suriname et le Venezuela)

Note : le solde correspond aux dépenses sociales en matière de loisirs & culture ; logement ; environnement

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Julien BUISSART

Version du 16 janvier 2020